

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Agriculture, pêche, rural (France) > **La Confédération paysanne appelle à se mobiliser pour des paysannes et (...)**

Communiqué de presse

# **La Confédération paysanne appelle à se mobiliser pour des paysannes et paysans nombreux et rémunérés !**

mercredi 24 janvier 2024, par [Confédération paysanne](#) (Date de rédaction antérieure : 24 janvier 2024).

Le Comité National de la Confédération paysanne réuni aujourd'hui affirme sa pleine solidarité avec les mouvements d'agricultrices et d'agriculteurs en France. Le constat est partagé : la colère exprimée est légitime, tant le problème de la rémunération du travail paysan est profond. Il y a 25 ans, la Confédération paysanne dénonçait déjà les conséquences du libéralisme, du Larzac à Seattle.

Par contre, sur les solutions proposées, l'agriculture française tourne en rond depuis des décennies derrière la sacro-sainte « compétitivité » chère à l'agrobusiness et aux marchés mondialisés. Résultat : un plan de licenciement massif dramatique qui tue nos campagnes.

La Confédération paysanne nationale a aujourd'hui pris la décision d'appeler l'ensemble des structures départementales à exprimer leur solidarité au mouvement, à se mobiliser et à porter des solutions durables de sortie de crise et de système.

Nos mobilisations prendront diverses formes, en fonction du contexte local. Le mot d'ordre commun de la Confédération paysanne est clair : « Un revenu digne pour tous les paysans et paysannes » et « Rompre avec le libre-échange ».

Alors que plusieurs Confédération paysanne départementales étaient déjà mobilisées sur le terrain, la décision de notre Comité National va amplifier cette mobilisation. Plusieurs dizaines de départements ont déjà prévu de se mobiliser pour obtenir des solutions concrètes pour tous les paysans et paysannes. Demain, les Confédération paysanne du Rhône, de Loire-Atlantique et du Var manifesteront, vendredi dans les Pyrénées orientales, ce week-end en Bretagne et dans le Calvados...

Nous souhaitons collectivement apporter de véritables solutions de fond au malaise agricole. Nous demandons donc d'urgence une loi interdisant tout prix agricole en-dessous de nos prix de revient et la fin immédiate des négociations d'accords de libre-échange.

Les gouvernements successifs et la FNSEA ont mené conjointement l'agriculture dans l'impasse actuelle d'un système économique ultralibéral, inéquitable et destructeur. Nous alerterons nos collègues sur le mirage de la « suppression des normes » et celui du « complément de revenu » par la production d'énergies.

Certes, une simplification administrative est nécessaire car beaucoup de procédures administratives et de normes sanitaires sont inadaptées à la réalité de nos fermes. Mais ne nous trompons pas de cible. La demande de la majorité des agriculteurs et agricultrices qui manifestent est bien celle de vivre dignement de leur métier, pas de nier les enjeux de santé et de climat ou de rogner encore

davantage sur nos maigres droits sociaux.

Ce n'est pas, comme le font les dirigeants de la FNSEA, en demandant à pouvoir détruire des haies, en instrumentalisant le sujet des jachères, en éludant la question du partage équitable des terres et de l'eau, en négociant des avantages pour la production d'agrocarburants, que nous résoudrons en profondeur les problématiques de notre métier de paysan, producteur d'alimentation pour nos concitoyen·nes.

Nous lutterons sur le terrain contre toute forme de récupération de nos colères pour attiser le chaos, encourager le repli sur soi et in fine poursuivre la fuite en avant d'un système qui nous met en concurrence les uns contre les autres. Nous appelons également à des mobilisations pacifiques respectueuses des personnes, des biens publics et exemptes de racisme, de sexisme ou de toute autre forme de discrimination.

Ce dont nous avons besoin, c'est de s'attaquer aux racines du problème en offrant plus de protection sociale et économique aux agricultrices et agriculteurs.

Instauration de prix garantis pour nos produits agricoles, mise en place de prix minimum d'entrée sur le territoire national, accompagnement économique à la transition agroécologique à la hauteur des enjeux, priorité à l'installation face à l'agrandissement, arrêt de l'artificialisation des terres agricoles : rassemblons-nous sur des solutions d'avenir pour transformer positivement cette colère et sortir du marasme dans lequel est plongé le monde agricole depuis trop longtemps.

Bagnolet, le 24 janvier 2024

